



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Education
Sector

Webinaire sur les réponses éducatives de l'UNESCO face à la COVID-19

COVID-19 et les défis des actions curriculaires
dans les Pays d'Afrique lusophones (PALOP)

Mercredi 2 décembre 2020
14h00 – 16h00, Heure exacte
à Genève

**RAPPORT du
webinaire BIE/PALOP**

Encadrement

Le Bureau International de l'Éducation (BIE-UNESCO ou BIE) en dialogue avec autorités nationales des cinq pays africains de langue officielle portugaise, PALOP¹, a organisé le 2 décembre 2020 un webinaire pour une réflexion sur les actions curriculaires et défis d'enseignement et d'apprentissage créés par la crise avec les objectifs suivants :

1. Créer un espace conjoint PALOP pour la discussion des défis posés par la COVID-19 à leurs systèmes éducatifs.
2. Partager les expériences et les leçons retirées des stratégies et actions mises en œuvre par les différents pays pour garantir le maintien du processus d'enseignement et d'apprentissage en contexte de pandémie.
3. Discuter des priorités et besoins d'appui à considérer pour toutes les futures actions relatives au curriculum à la lumière de la COVID-19

¹ Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, São Tomé et Príncipe et Mozambique.

La préparation de ce webinaire a compté avec la collaboration active des bureaux de l'UNESCO et des commissions nationales qui ont facilité le dialogue avec les ministères de l'éducation et les services compétents dans le domaine du curriculum.

A la demande du BIE, chaque pays a désigné un panéliste que devrait intervenir dans le webinaire conformément à l'agenda. Ces panélistes ont reçu la note conceptuelle aussi bien que des orientations pour l'encadrement de leurs interventions.

Allocutions d'ouverture

Avec **M. Yao Ydo**, directeur par intérim, BIE- UNESCO, à la modération, la session d'ouverture a été rythmée avec les interventions de **Mme Stefania Giannini**, Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour l'Education et de **M. Ismael Nheze**, en représentation de **S.E. Mme Carmelita Rita Namashulua**, Ministre de l'éducation et du développement humain du Mozambique qui, à la dernière minute, a eu un empêchement.

Après les mots de bienvenue et de remerciements aux autorités et panélistes nationaux et aux officiels de l'UNESCO, **M. Yao Ydo**, a rappelé l'importance du curriculum et la préoccupation du BIE/UNESCO à soutenir les PALOP à faire face à la situation créée par la pandémie au niveau de la gestion curriculaire.

Mme Stefania Giannini dans son intervention a évoqué la disruption sans précédent des systèmes éducatifs provoquée par la pandémie à l'échelle planétaire. Elle a souligné la situation des pays en développement et particulièrement ceux à bas revenus dont les pertes en temps de scolarisation ont été plus significatives – 17 semaines contre 11 dans les pays à haut revenu. Les PALOP ne font pas exception dans ce cadre de bouleversement des systèmes éducatifs. Elle a remarqué les efforts d'innovation des pays en développement pour sauvegarder la continuation de l'éducation, tout en veillant à la sécurité sanitaire des apprenants et des enseignants. Elle a rappelé les diverses initiatives de l'UNESCO pour appuyer les Etats Membres à la sauvegarde et continuation de l'éducation pendant la crise, notamment ;

- (i) La Coalition Mondiale pour l'Education où participent les organisations des Nations Unies, la société civile, le secteur privé ainsi que le milieu universitaire et les médias dont le but est d'aider les pays à offrir une éducation à distance inclusive et équitable ;
- (ii) La Réunion Mondiale sur l'Education (RME 2020) qui a examiné les réponses en matière d'éducation liées à la crise et plaidé en faveur de la protection de l'éducation et de la sauvegarde de l'avenir de tous les apprenants.

A cet égard elle a mentionné les engagements pris par les Chefs d'Etats et de Gouvernements, particulièrement pour ce que concerne la sauvegarde du financement de l'éducation. Ces dirigeants ont, par la même occasion, retenu des domaines prioritaires d'action, à savoir, la réouverture des écoles, le soutien aux enseignants en

tant que travailleurs de ligne de front, le renforcement des capacités et la diminution/éradication de la fracture numérique. D'après Mme Giannini la crise doit

être une opportunité pour réinventer l'éducation – elle a parlé de nouveaux paradigmes - au service de la société, de l'économie, de la protection de l'environnement. Ceci requiert des connaissances, des aptitudes, des valeurs et aussi des compétences émotionnelles et sociales. La technologie y compris l'intelligence artificielle doit permettre la diversification de l'offre éducative de qualité et pertinente pour tous (en présentiel, à distance ou hybride). Toutes ces préoccupations nous rappellent l'importance cruciale du curriculum qui est au centre de l'action éducative. Elle a exhorté le BIE/UNESCO à poursuivre son rôle de leadership dans le domaine du curriculum tout en espérant qu'il renforce cette position dans les prochains mois. Enfin, Mme Giannini a remercié les participants pour leurs engagements et réitéré l'appui de l'UNESCO aux PALOP.

Dans son allocution lue par son Représentant, **Mme Carmelita Rita Namashulua**, Ministre de l'Education et du Développement Humain du Mozambique² a remercié l'UNESCO de son appui et s'est félicitée de la tenue de ce webinaire en espérant que les échanges entre les participants aideront le pays à gérer deux aspects majeurs de l'actualité éducative du Mozambique, à savoir, la situation créée par la COVID-19 et la réforme curriculaire en cours. En ce moment le processus est parachevé pour l'enseignement de base 6 ans dont la généralisation est prévue pour 2022. La réforme du secondaire doit être initiée en 2023. Le Mozambique a restructuré son système éducatif en approuvant une nouvelle loi du système national d'éducation qui prévoit l'élargissement de la scolarité de base (obligatoire ?) à 9 ans. Enfin, elle a évoqué le défi de la qualité et de l'inclusion. A cet égard le pays a décidé de mettre en œuvre l'enseignement bilingue pour les régions et enfants qui ne parlent pas le portugais. Le souci d'inclusion a, également, conduit à l'introduction de la langue des signes.

Session 1 : Points saillants

Mme Zulmira Rodrigues, Cheffe de la Section de Coopération avec les Organisations Régionales de la Priorité Afrique et Relations Externes de l'UNESCO a débuté la session 1 consacrée aux **expériences et leçons apprises par les systèmes éducatifs des PALOP face à la COVID-19**. Avant de passer la parole à la première panéliste, elle remercié le BIE d'avoir créé cet espace, tant attendu, par les pays de africains de langue portugaise.

Mme Amapola Alama, Spécialiste du BIE, dans ses considérations a rappelé que le curriculum est au cœur des systèmes éducatifs car c'est lui qui définit ce que nous voulons que les enfants apprennent, quand, comment, où et combien. Le curriculum guide et oriente le travail des différents acteurs du système éducatif pour que les

² A cause de difficultés de connexion internet, l'intervention du représentant de la Ministre mozambicaine a eu lieu après celle de Mme Amapola Alama.

finalités de celui-ci s’accomplissent, à savoir que les élèves apprennent. Pour le BIE, le curriculum se décompose en 4 niveaux :

Niveau 1 : Le curriculum Officiel (Prescrit) qui définit : Quelle école ? Pour quel citoyen, pour quelle société, pour quel développement national ? C’est le niveau des politiques. Qui : Ministère (cadres, enseignants, Parlement, société civile). Quoi : Cadre curriculaire

qui guide la mission et le travail de tous les acteurs du système éducatif. « C’est la constitution du système éducatif »

Niveau 2 : Le curriculum interprété programmes scolaires/manuels + contenus de formation des enseignants alignés/formations continues. Qui : Experts du ministère du centre des curricula, formateurs d’enseignants, enseignants, experts internationaux, maisons d’édition, etc.

Niveau 3 : Le curriculum enseigné-mis en œuvre : ce que les enseignants font réellement dans les classes, encadrés par les inspecteurs et les conseillers pédagogiques (réel). Ils interprètent le curriculum en fonction de leur/s formation/s, leurs compétences, leur maîtrise, la disponibilité de matériel d’enseignement et l’encadrement pédagogique.

Niveau 4 : Le curriculum évalué (niveau classe, national et international). Ce sont les acquis des élèves sur la base des éléments interprétés et sélectionnés par les enseignants et les auteurs des livres de textes.

Cette présentation a encore souligné l’interdépendance entre ces différents niveaux et instruments en parlant du besoin d’alignement curriculaire et de cohérence dans la mise en œuvre. L’alignement et la cohérence interpellent l’élaboration et utilisation des manuels et autres outils pédagogiques, les pratiques d’encadrement et d’appuis pédagogiques, la formation (initiale et continue) et, également, le management, la gestion et les moyens du système éducatif qui doivent être en phase avec les exigences du curriculum. Elle a insisté sur le besoin d’une vision et pratiques systémiques du curriculum et attiré l’attention sur le risque d’approches fragmentaires. Autrement, le curriculum risque de rester sur le papier. Elle a de nouveau mentionné le fait que la COVID-19 a terriblement bouleversé les systèmes éducatifs et remis en question notamment le « où » (en classe, à la maison, ailleurs), le « comment » (à distance, par quelle pédagogie) et le « combien » (contenus fondamentaux) des apprentissages et même le « qui » (rôle des parents accru en temps de crise). Tous ces questionnements nous rappellent l’importance capitale du curriculum et de sa gestion.

- **Le cas de l’Angola**

Le panéliste de l’Angola, **M. André Diasala Jacinto**, Directeur de l’Institut National de Recherche et Développement de l’Education, INIDE, a présenté les principales mesures prises par le gouvernement angolais suite à la déclaration de l’état de pandémie par l’Organisation Mondiale de la Santé, avec le but de diminuer l’impact de la crise sanitaire sur le processus d’enseignement et d’apprentissage. Ces mesures ont fait l’objet de consultations avec les partenaires sociaux, les responsables provinciaux et locaux de l’éducation. En ce concerne le curriculum et domaines connexes diverses interventions ont été mises en œuvre par le Ministère de l’Education. A cet égard, il a indiqué le réaménagement du calendrier scolaire pour l’année 2020-21, l’élaboration de

programmes minimums (contenus fondamentaux) avec la clarification des approches pédagogiques et des connaissances et compétences à être transmises. Le Ministère de l'Éducation a déclenché le processus d'élaboration de nouveaux outils pédagogiques adaptés y compris le guide d'orientation pour les enseignants, parents d'élève et tuteurs communautaires. Les autorités ont dû démarrer l'enseignement hybride – semi-présentiel (rotatif) et à distance en utilisant la radio et la télévision. Il faut aussi noter des initiatives pour la révision du système d'évaluation et la formation des enseignants.

En se référant aux difficultés, M. Jacinto a mentionné l'impréparation des agents éducatifs pour manager la situation créée par la COVID-19, notamment pour la mise en place des cours à travers la radio et la télévision. L'adaptation au nouveau contexte a été pour le moins laborieuse.

- **Le cas du Cap-Vert**

La panéliste du Cap-Vert, **Mme Rosa Silva**, Directrice de Gestion Educative et du Développement Curriculaire de la Direction Nationale de l'Éducation a présenté une liste assez large et diversifiée d'initiatives et mesures prises. En voici quelques exemples qui nous semblent les plus significatives. Elle a distingué deux moments : (i) la continuation et conclusion de l'année scolaire 2019-20 perturbé par la pandémie au cours du deuxième trimestre (mars) et (ii) la préparation et démarrage de l'année scolaire 2020-21. Concernant le premier moment il faut noter la suspension des cours, l'aménagement du calendrier et la reprise sous forme d'enseignement à distance à travers la radio, la télévision et internet pour le troisième trimestre (dernier). L'offre éducative à distance a couvert l'enseignement préscolaire, de base et secondaire. Les cours à distance ont été complétés par un guide d'orientation pour les enseignants et parents d'élèves. Étant donné les inégalités sociales et géographiques dans l'accès à la radio, à la télévision et à l'internet des outils adaptés ont été élaborés et mis à la disposition des élèves et parents d'élèves. Le système d'évaluation a été réadapté avec des examens pour les élèves en fin cycle et de la dernière année de scolarité du secondaire. Concernant l'année 2020-21 il faut remarquer l'anticipation variable de la rentrée scolaire en fonction de la situation sanitaire de chaque île ou municipalité, la définition des contenus minimums, l'enseignement hybride (en semi-présentiel alterné et à distance) la formation des enseignants à l'enseignement à distance, y compris utilisation de plateformes sur internet, le renforcement de la coordination nationale et disciplinaire, la définition/clarification de la période de rattrapage et de mise à niveau pour certaines matières et connaissances. Il faut encore remarquer l'approbation de la modalité d'enseignement individuel et domestique et l'addenda au système d'évaluation. Elle a encore mentionné entre autres initiatives la sélection des enseignants pour la production des cours à distance, l'expansion de l'accès à l'internet, la distribution d'équipements (tablettes, téléviseurs) de fiches pédagogiques et apostilles.

- **Le cas de la Guinée-Bissau**

Le panéliste de la Guinée-Bissau, **M. Allende Quadé**, Directeur des services Curriculaires et d'Éducation Environnementale à l'Institut National de Développement de l'Éducation, INDE, n'a pas pu faire son intervention pour des raisons techniques (qualité et arrêt de la connexion internet). Le résumé envoyé auparavant permet de faire état de la situation de son pays dans ce rapport. Tout d'abord il note un contexte caractérisé par des contraintes multiples qui ont précédé la pandémie et la déclaration de l'état d'urgence – manque de salles de classe, triple vacation, grèves des enseignants, décrochage scolaire, retard dans le démarrage de l'année scolaire, taux élevé d'échec

scolaire et manque de qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Le gouvernement a adopté un ensemble de mesures pour sauvegarder la continuation du processus d'éducation. Au niveau curriculaire et domaines connexes, il faut ressortir la définition d'un programme d'enseignement réduit, réduction des effectifs par salle classe, introduction de cours les samedis, amélioration de l'hygiène des écoles, renforcement de l'éducation sanitaire, formation et appui aux enseignants, prolongement de l'année scolaire, introduction de l'enseignement à distance, adaptation du système d'évaluation, adoption de la promotion automatique dans certains cas et annulation partielle de l'année scolaire dans d'autres cas. Les difficultés et contraintes antérieures à la crise ont augmenté avec l'éclosion de la pandémie et ravivé le sens d'urgence par rapport au renforcement des capacités du Ministère de l'Éducation et de ses services.

Session 2 : points saillants

La session 2 consacrée aux **Priorités et défis à considérer pour des actions relatives au curriculum** a été modérée par **M. Paul Gomis**, Chef du Bureau UNESCO à Maputo. Le modérateur s'est, également, félicité de la tenue de ce webinaire pour les pays lusophones. Il a rappelé les changements économiques, politiques et sociaux en cours au Mozambique et le contexte de pandémie sanitaire qui interpellent le curriculum en termes de défis et de priorités et donnent une dimension nouvelle à l'éducation à distance.

- **Le cas du Mozambique**

Le panéliste du Mozambique, **M. Ismael Nheze**, Directeur de l'Institut National de Développement de l'Éducation, a rappelé l'évolution des questions curriculaires depuis l'indépendance du pays, en 1975, et les partenariats et appuis reçus qui ont permis deux réformes curriculaires. Il a souligné l'apparition croissante de capacités grâce aux universités nationales qui ont commencé à offrir de la formation avancée (master et doctorat) en curriculum et domaines connexes. Ceci a facilité l'appropriation nationale du processus curriculaire. Il a évoqué l'extension, la configuration et longueur du Mozambique (forme quasi rectangulaire) et l'existence de trois niveaux de gestion curriculaire - central, provinciale et locale, désigné de ZIP, zones d'influence pédagogique, (ensemble d'écoles sous la même supervision) et les défis sous-jacents.

Le niveau national s'occupe fondamentalement du suivi des politiques et décisions du gouvernement, le niveau provincial de la supervision pédagogique et exécution des programmes d'enseignement et les ZIP de la planification des cours et intégration de la réalité locale dans le curriculum. Il a encore mentionné le souci d'évaluation de la mise en œuvre du curriculum, à travers des études nationales et régionales tout en soulignant l'importance des résultats des examens nationaux et de l'évaluation des connaissances et compétences au niveau du cycle primaire comme sources pertinentes d'information.

Après cet encadrement, le paneliste a identifié quelques défis pour le Mozambique à savoir : (i) intégration des innovations curriculaires dans le système et pratiques de formation des enseignants ; (ii) formation de formateurs des institutions de formation des enseignants et universités ; (iii) défis et exigences de supervision pédagogique aux trois niveaux (central, provincial et des ZIP), (iv) formation des techniciens et responsables (capacités) pour le suivi des innovations et des indicateurs au niveau provincial et des ZIP ; (v) contraintes et difficultés de financement. Malgré des crédits budgétaires et l'apport de partenaires dont la Banque Mondiale l'insuffisance de ressources est particulièrement criante en ce moment où le pays est engagé dans le processus d'élaboration d'un nouveau curriculum. A propos de la formation du personnel d'encadrement et de la supervision, il a souligné la complexité de l'enseignement bilingue³ et des différents types d'éducation spéciale. A la demande du modérateur, M. Nheze a ajouté la stratégie du Mozambique pour le maintien de l'éducation pendant la pandémie, légèrement différente de celles décrites par les représentants de l'Angola et du Cap-Vert que s'explique par le calendrier scolaire avec rentré au mois de février. Le pays a préféré articuler sa stratégie au tour des cycles d'apprentissages. Après l'interruption et la reprise progressive des cours, le pays a prévu de reporter les actions de rattrapages pour l'année scolaire suivante, en misant particulièrement sur les années d'examens qui bénéficient de cours intensifs et d'opportunités exceptionnelles de contrôle de connaissances. La fracture numérique et la couverture partielle de l'internet ont imposé le choix des outils pédagogiques en papier et l'utilisation de la radio.

- **Le cas de São Tomé et Príncipe**

La paneliste de São Tomé et Príncipe, **Mme Bleizy Costa**, Directrice de la Planification et de l'Innovation Educative, accompagné de quelques collègues, a évoqué la reprise graduelle des cours au mois de septembre 2020 après une longue période de suspension (mars 2019) avec l'objectif de relancer/poursuivre le processus d'apprentissage et prévenir le décrochage scolaire. La reprise a été précédé par la réorganisation curriculaire et l'adaptation de certains aspects de fonctionnement des écoles y compris la gestion du processus d'enseignement et d'apprentissage. Le plan stratégique pour la reprise des cours, a été élaboré avec l'appui de quelques partenaires (GPE, UNICEF, Banque Mondiale). Au-delà des composantes sanitaires et sociales, ce plan prévoit un enseignement hybride avec trois modalités pratiques : des cours en présentiel (5 et 3 heures pour le primaire et le secondaire respectivement) et des cours à distance, à

³ Cette question fera objet d'une note que sera annexée au présent rapport.

travers la radio et la télévision. Elle a mentionné certains défis urgents comme l'élaboration d'orientations pour les cours à la radio et à la télévision en complément à l'enseignement en présentiel et du guide d'appui aux structures éducatives. L'année scolaire 2020/21 a été programmé pour durer 40 semaines avec la réduction, voire, suppression des vacances. La réorganisation curriculaire s'est traduite par la sélection des contenus fondamentaux pour chaque année et/ou cycle d'enseignement et nouvelles méthodologies d'évaluation axées sur les priorités et la pertinence des contenus. A cet égard elle a remarqué la priorité attribuée aux disciplines de langue portugaise et des mathématiques. Le succès du plan requiert la création de conditions favorables à sa mise en œuvre, comme par exemple la capacitation des superviseurs, des enseignants, des directeurs d'écoles dans le domaine de rattrapage, méthodologies d'enseignement à distance et usage d'outils digitaux. La coïncidence avec le départ à la retraite d'un nombre significatif d'enseignants expérimentés, rendra, certainement, plus laborieux la mise en œuvre des ajustements prévus par le plan, a-t-elle affirmée. L'accueil des enfants et leur encadrement en dehors de l'espace scolaire plaident pour le renforcement de la formation des directeurs d'écoles et aussi des leaders communautaires. Certains exercices de planification en cour, comme la définition des modèles de qualité d'éducation, devront être réévalués et revus à la lumière de la situation créée par la pandémie.

Pour le moyen terme, elle a indiqué les priorités suivantes : (i) plan de contingence pour le système éducatif ; (ii) création de structures et services spécialisés d'enseignement à distance (radio, télévision, multimédia...); (iii) renforcement des capacités institutionnelles pour le développement du curriculum et domaines connexes ; (iv) plans de formation initiale et continue des enseignants, des professeurs universitaires (formateurs d'enseignants) et des inspecteurs ;

Session questions et réponses

Après l'intervention des panélistes il y eu une session Q&R modérée, également, par **Mme Zulmira Rodrigues** qui a permis aux intervenants de clarifier des doutes et de répondre à un certain nombre de questions posées par écrit par les participants. A propos d'une question sur le curriculum officiel, Mme Alama est revenue sur la vision systémique du curriculum, avec 4 niveaux et la nécessité impérative que les enseignants soient à même de l'appliquer en salle de classe. Le décalage âge/classe dû au risque de redoublement causé par la pandémie a été posé. Apparemment et à ce stade cette question ne paraît pas être un problème majeur étant donné le nombre d'année scolaire touchée et les stratégies mises en œuvre pour soutenir les élèves et le processus d'enseignement et d'apprentissage. La situation spécifique des parents illettrés qui se trouvent dans l'impossibilité d'appuyer l'apprentissage de leurs enfants a été aussi soulevée à propos du rôle rehaussé de la famille dans l'éducation, découlant de la crise sanitaire. Les panelistes ont mentionné diverses solutions mises à l'essai, comme des visites domiciliaires fait par des enseignants, mobilisation de l'appui de la communauté et désignation et formation de tuteurs communautaires dont la performance et l'impact

n'ont pas encore été évalué. Concernant les supports et moyens d'éducation à distance la modératrice a attiré l'attention des participants sur la prédominance du support papier, radio, télévision et une utilisation encore marginale de l'internet. Cela est dû fondamentalement au taux réduit de couverture et d'accès technique et économique à l'internet (fracture digitale). La modératrice a réitéré l'appel de l'Union Africaine et de l'UNESCO aux Etats Membres pour la réalisation d'efforts plus consistants visant la diminution accélérée de la fracture digitale et le développement des compétences digitales des enseignants. Les résultats scolaires et niveaux d'apprentissages des élèves en Afrique, en général a été soulevée, rappelant l'importance cruciale de la formation des enseignants et de pleine intégration du curriculum dans les programmes et pratiques de formation. Le webinaire a entendu l'expérience intéressante d'un pays dans ce domaine (Angola). Reste à savoir si elle est valable pour tous les PALOP, ce que les participants n'ont pas pu discuter par manque de temps. Pour la même raison beaucoup d'autres questions posées par les participants n'ont pas été traitées.

Rappel des points majeurs évoqués précédemment

M. Victor Borges, personne-ressource du BIE pour la préparation de ce webinaire, a rappelé les points majeurs discutés. Comme son intervention a été fortement écourtée, étant donné le retard pris par rapport à la programmation initiale, à ce rapport contient quelques points qui n'ont pas été présentés pendant sa courte intervention. Voici les points :

- (i) Les PALOP constituent un groupe assez hétérogène. Deux pays – l'Angola et le Mozambique – se détachent du fait de leur dimension territoriale, poids démographique et ressources naturelles pour ne pas citer que ces éléments distinctifs. Dans ces deux pays, on observe trois niveaux de gestion publique – centrale, provinciale et locale contre deux pour les autres pays. L'amplitude et complexités des défis managériaux et de gouvernance sous-jacente sont différents. Un autre trait marquant des PALOP est la discontinuité géographique et la distance que séparent les pays.
- (ii) Les interventions des panélistes font croire qu'il n'y a pas, tout au moins au niveau curriculaire, de réflexion conjointe et de connaissance partagée de la réalité des cinq pays.
- (iii) Du fait de calendrier scolaire différencié, l'impact de la pandémie n'a pas été le même. Pour certains les effets de la COVID s'étalent sur deux années scolaires (2019/20 et 2020/21). Pour d'autres la pandémie a coïncidé avec le démarrage de l'année scolaire 2020/21 (Mozambique).
- (iv) Le modérateur a rappelé la nécessité de compréhension systémique du curriculum et les défis d'alignement entre les divers niveaux et de cohérence dans l'action pour que le curriculum arrive en salle classe. Cela passe nécessairement par la pleine intégration du curriculum dans le système et

pratiques de formation des enseignants et dans la gestion éducative au niveau central, provinciale, local et des établissements d'enseignement.

- (v) Les présentations ont montré que les PALOP ont des montages institutionnels et des capacités diverses pour gérer la question curriculaire. Dans certains pays (Cap-Vert, São Tomé et Príncipe) le processus curriculaire est piloté directement par les services centraux des Ministères de l'Éducation. Dans les autres, cette fonction est attribuée à des instituts spécialisés et autonomes. Comment le curriculum est socialisé et approprié par les structures de gestion éducative au niveau central, provinciale et locale, par les institutions de formation des enseignants et par les établissements scolaires demande à être clarifié.
- (vi) Dans le respect de la spécificité et de l'autonomie des institutions, la question curriculaire interpelle tous les acteurs impliqués— responsables, techniciens ministériels et des instituts spécialisés, responsables, et professeurs des universités, formateurs d'institutions de formation des enseignants, directeurs d'écoles - à mettre sur pied et/ou à renforcer les mécanismes de coordination. Il est vital que les enseignants quittent les universités avec la maîtrise du curriculum officiel et/ou des modifications dictées par des circonstances exceptionnelles, comme par exemple celles engendrées par la Covid-19.
- (vii) Suite à la pandémie et aux mesures restrictives de mouvement et d'agglomération des personnes, tous les cinq pays on fait des ajustements dans le calendrier scolaire et dans les programmes en définissant les contenus et compétences prioritaires, étant donné la diminution du temps de scolarisation. Au moins deux intervenants ont rappelé l'importance d'un aspect non-mentionné par les panelistes. Il s'agit de valeurs et compétences émotionnelles et sociales. Ceci est particulièrement important en temps de restrictions de contact humain, notamment la distanciation physique et sociale. La fonction socialisatrice de l'école dépasse les apprentissages académiques.
- (viii) Les pays ont fait le constat que l'enseignement à distance ou hybride ne peut pas être improvisée. Elle requiert des ressources, des infrastructures et des capacités. Les gouvernements sont rappelés à être plus consistants dans leurs efforts pour la création de conditions humaines, techniques et infrastructurelles pour l'enseignement à distance, y compris la diminution de la fracture digitale. La pandémie constitue une opportunité d'innovation.
- (ix) La pandémie a aggravé et rendu plus visible la précarité socioéconomique des couches sociales défavorisées et les effets négatifs amplifiés sur l'éducation des enfants issus de ces milieux. La sauvegarde du processus d'apprentissage passe par des stratégies, approches et appuis ajustés à la situation concrète et aux besoins de ces enfants. Il s'agit d'être consistant avec l'importance connue à l'éducation (ODD 4) pour l'accomplissement de l'Agenda 2030 et la devise souscrite par tous les pays de ne pas laisser personne derrière.
- (x) A propos du rôle revalorisé des familles dans l'éducation en temps de pandémie et d'enseignement à distance il s'est posé la question particulière des parents

illettrés qui sont dans l'impossibilité d'aider leurs enfants. Les panélistes ont partagé certaines expériences et ébauches de réponses à cette situation spécifique - visites domiciliaires, appui de la communauté, désignation et capacitation de tuteurs communautaires - qui n'ont pas encore été évalués. En tout cas les PALOP, comme d'autres pays en développement, devront continuer à la recherche de solutions les plus appropriées et efficaces pour l'éducation de ces enfants ayant en vue la sauvegarde et l'amélioration du processus d'apprentissage.

- (xi) La gestion du curriculum constitue un point critique particulièrement dans les pays où l'environnement institutionnel, les pratiques de gestion et de leadership scolaires et le niveau de qualification des enseignants, même ceux diplômés, ne garantissent pas la créativité, la recherche et les innovations pédagogiques souhaitées, nécessaires ou attendues par la société.
- (xii) Les échanges d'emails et téléphoniques eus pendant la phase de préparation, le temps de réponse aux diverses sollicitations et les interventions faits pendant le webinaire ont permis de discerner un cadre, encore que variable, de fragilité institutionnelle et de contraintes multiples des systèmes éducatifs des PALOP.
- (xiii) La crise sanitaire actuelle et le risque d'occurrence de situations semblables dans le futur d'une part et la nécessité politique, économique, sociale, culturelle et individuelle de préserver l'éducation et l'apprentissage, d'autre part, constituent un rappel pressant pour le renforcement des capacités des systèmes éducatifs à tous les niveaux et domaines. Sans capacités il ne peut pas y avoir de maîtrise des systèmes éducatifs et encore moins son déploiement ou ajustement rapide en temps de crise.
- (xiv) A propos de capacités le modérateur, également, a défendu une vision et approches holistiques. Le développement des capacités ne peut pas se résumer à des actions de formation isolées, dictées, parfois, uniquement par des exigences ponctuelles. Aussi importantes puissent-elles être pour l'exécution d'un projet ou d'une intervention, le développement des capacités c'est autre chose. Il faut une approche systémique qui puisse permettre au plus grand nombre de cadres à élever le niveau de connaissances, créer/consolider des compétences techniques et managerielles individuelles, ajuster et améliorer les performances des équipes et institutions et surtout faciliter l'émergence d'un environnement institutionnelle et managerielle favorable à l'utilisation des compétences individuelles ou d'équipes de travail. Ceci est valable pour le curriculum et aussi pour d'autres domaines spécifiques de l'éducation.
- (xv) L'importance cruciale du suivi, inspection et évaluation de la mise en œuvre du curriculum a été souligné à maintes reprises. Ces activités sont fondamentales pour soutenir les enseignants sur le terrain, pour la collecte d'informations indispensables au perfectionnement des pratiques, pour le contrôle et appréciation critique des options consacrées dans le curriculum et sa mise en œuvre du curriculum officiel. La compréhension de la mécanique du succès ou

de l'échec doit constituer le point de départ des opérations de révision, d'adaptation et/ou réforme curriculaires.

Rester en contact



COVID19taskforce@unesco.org ibe.info@unesco.org



<https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>

<https://www.ibe.unesco.org/fr>



@UNESCO_fr @IBE_UNESCO



@UNESCOfr @IBEUNESCO